

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigéria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 17 février 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

3^{ème}

D'après [Africa Finance Corporation](#), le Nigéria est le troisième pays d'Afrique ayant la plus forte valeur ajoutée industrielle (64,4 Md USD en 2021).

Nigéria :

L'inflation annuelle au Nigéria s'est élevée à 24,5% en janvier, après 34,8% en décembre, la CBN maintient son taux directeur à 27,5%; L'indice de confiance des investisseurs au Nigéria est en hausse pour le deuxième mois consécutif; Lancement du programme pilote du premier *stablecoin* d'Afrique au Nigéria en février, la cNGN; Le Parlement du Nigéria devrait adopter un budget de 54 990 Md NGN (36,5 Md USD) pour l'année 2025; L'État de Lagos et Lafarge s'allient pour transformer les déchets en carburant; Le Nigéria désigné Champion du Commerce Numérique par l'Union Africaine; L'adaptation de la série de comics Child of Wonder du Nigérian Roye Okupe par la chaîne de télévision américaine HBO débutera le 5 avril.

Ghana :

Après sa mission budgétaire à Accra, le FMI exprime son optimisme et prépare la quatrième revue du programme de la Facilité élargie de crédit ; La Banque mondiale met en garde le Ghana contre un retour précipité sur les marchés et appelle à des réformes budgétaires ; Le gouvernement ghanéen annonce la tenue d'un dialogue économique national en mars 2025.

Nigéria

L'inflation annuelle au Nigéria s'est élevée à 24,5% en janvier, après 34,8% en décembre, la CBN maintient son taux directeur à 27,5%

[Le Bureau national des statistiques \(NBS\) publie son premier rapport mensuel sur l'inflation](#) depuis la mise à jour de sa méthodologie de calcul. Le NBS a en effet réajusté le panier de produits et services pris en compte, afin de s'adapter aux évolutions de consommation des ménages (960 produits contre 740 précédemment et adoption de la dernière Classification des fonctions de consommation des ménages proposée par les Nations unies en 2018).

L'inflation sur les produits alimentaires reste élevée, atteignant 26,1% en janvier, tout en représentant une amélioration significative après 39,9% observés en décembre 2024. Selon [l'étude sur les prix alimentaires menée par Nairametrics](#), cet écart ne s'explique pas uniquement par le changement de méthodologie du NBS mais également par une réduction effective de l'augmentation des prix, voire même à une réduction des prix, notamment sur certains produits alimentaires essentiels comme les oignons, la farine de manioc ou l'égousi.

[Le Comité de politique monétaire \(MPC\) de la Banque centrale du Nigéria \(CBN\) s'est réuni les 19 et 20 février 2025 et a décidé le maintien du taux directeur à 27,5%](#). Cette décision, prise à l'unanimité par les douze membres du comité, fait suite à deux augmentations successives, en septembre puis en novembre 2024, de 50 et 25 points de base respectivement. La CBN poursuit ainsi sa politique monétaire restrictive, avec comme objectif principal la réduction de l'inflation.

Le Comité a relevé en parallèle des avancées satisfaisantes sur le plan macroéconomique, comme la stabilisation du taux de change du naira et des prix alimentaires. Des améliorations en matière de production pétrolière pourraient par ailleurs permettre de renforcer la balance courante du Nigéria et ses réserves externes.

La prochaine réunion du MPC est prévue pour les 19 et 20 mai 2025.

L'indice de confiance des investisseurs au Nigéria est en hausse pour le deuxième mois consécutif

[Les derniers résultats mensuels de l'enquête Purchasing Managers' Index \(PMI\) menée par la banque Stanbic IBTC indiquent une amélioration de la confiance des entrepreneurs](#), reflétant une amélioration de la conjoncture et du climat des affaires au Nigéria pour le deuxième mois consécutif. L'étude envoie un signal positif et met en lumière le dynamisme et la résilience du secteur privé nigérian, qui s'explique en partie par l'atténuation des pressions inflationnistes.

Lancement du programme pilote du premier stablecoin d'Afrique au Nigéria en février, la cNGN

[Cette cryptomonnaie a été lancée par Wrapped CBDC Ltd et le Consortium africain des stablecoins \(ASC\). Il s'agit du premier stablecoin réglementé d'Afrique. Celui-ci est indexé sur le naira.](#)

À la différence du eNaira, directement contrôlé par la CBN et lancé en 2021, la cNGN a été lancée par un consortium d'acteurs privés, constitué de banques et de fintech nigérianes et inclus dans le programme d'incubation de la Commission des valeurs mobilières (SEC) du Nigéria.

[Le cNGN représente une alternative en matière de transactions financières domestiques et pourrait ainsi stimuler l'inclusion financière, tout en dynamisant le marché des capitaux dans le pays.](#) Le Nigéria se place deuxième au classement des pays par taux d'adoption de cryptomonnaies, d'après [le dernier rapport annuel sur l'usage des cryptomonnaies dans le monde publié par Chainalysis](#). Ce phénomène s'explique par l'importance du secteur informel ou encore les pénuries d'argent liquide qui affectent le pays.

Il est néanmoins peu probable que le cNGN remplace ou concurrence les cryptomonnaies indexées sur des devises étrangères déjà en circulation, utilisées pour se prémunir contre la volatilité du naira ou pour les transactions internationales.

Le Parlement du Nigéria devrait adopter un budget de 54 990 Md NGN (36,5 Md USD) pour l'année 2025

[Le 13 février les membres du Parlement nigérian auraient voté un budget de 54 990 Md NGN pour l'année 2025.](#) Le budget doit encore être ratifié par le Président Bola Tinubu pour être effectif. Les membres du Parlement auraient ajouté une ligne de dépense additionnelle à la proposition de budget initiale, de l'ordre de 200 Md USD, en réaction aux annonces de suspension de l'USAID. Cette enveloppe supplémentaire est notamment destinée au secteur de la santé. Les montants alloués aux différents ministères ne sont pas encore connus.

L'État de Lagos et Lafarge s'allient pour transformer les déchets en carburant

[Lafarge Africa Plc a signé un protocole d'accord avec le ministère de l'Environnement et des Ressources en eau de l'État de Lagos pour promouvoir une gestion durable des déchets solides.](#)

Ce partenariat vise à collecter des déchets non recyclables et combustibles provenant de diverses sources à Lagos, qui seront ensuite utilisés comme combustibles alternatifs dans l'usine de Lafarge à Ewekoro. Cette initiative, gérée par la branche de gestion des déchets de Lafarge, Geocycle, s'aligne sur l'objectif de l'entreprise de réduire les déchets mis en décharge et de promouvoir une économie circulaire. Le commissaire à l'Environnement et aux Ressources en eau de Lagos, Tokunbo Wahab, a souligné l'engagement du gouvernement à réduire les émissions de carbone et à améliorer la gestion des déchets dans l'État. Le directeur général de l'Autorité de gestion des déchets de l'État de Lagos (LAWMA), le Dr Muyiwa Gbadegesin, a également salué cette collaboration comme une étape significative vers un avenir sans déchets pour Lagos.

Le Nigéria désigné Champion du Commerce Numérique par l'Union Africaine

[Le 38^e Sommet de l'Union Africaine \(UA\), qui s'est tenu à Addis-Abeba, a officiellement désigné le Nigéria comme Champion du Commerce Numérique dans le cadre du Protocole sur le Commerce Numérique de la ZLECAf \(Zone de libre-échange continentale africaine\).](#) Cette reconnaissance salue le rôle actif du pays dans la promotion de l'économie numérique et de l'innovation.

Adopté en février 2024, ce protocole continental couvre plusieurs domaines clés, notamment l'identité numérique, les transferts transfrontaliers de données, la cybersécurité, la fintech et l'intégration des technologies émergentes. Le Rapport annuel sur les progrès du protocole a souligné l'importance de l'initiative nigériane, notamment l'organisation du Digital Economy Roundtable en janvier. Cet événement a rassemblé des pionniers africains de la fintech et du commerce numérique à Abuja.

Selon le ministre nigérian de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement, cette reconnaissance place l'Afrique en tête des efforts mondiaux pour réglementer le commerce numérique, ouvrant la voie à la création de millions d'emplois, à une augmentation significative du PIB continental et à des investissements dans les infrastructures numériques.

Microsoft investit 1 million USD sur trois ans pour former un million de jeunes Nigériens à l'IA

Microsoft renforce son engagement en faveur du développement des compétences en intelligence artificielle (IA) au Nigéria avec un investissement d'1 M USD sur trois ans.

[Annoncé lors du Microsoft AI Tour à Lagos,](#) ce programme s'inscrit dans une dynamique visant à soutenir la transformation numérique du Nigéria en formant un million de jeunes Nigériens aux compétences en IA, afin de leur permettre de concevoir des solutions et de créer des entreprises dans ce domaine.

Cet engagement s'inscrit dans une stratégie plus large de Microsoft en Afrique. En janvier, l'entreprise a lancé un programme similaire en Afrique du Sud, avec pour objectif de former un million de personnes aux compétences numériques d'ici 2026.

L'adaptation de la série de comics *Child of Wonder* du Nigérian Roye Okupe par la chaîne de télévision américaine HBO débutera le 5 avril

[En 2022, HBO a acquis les droits d'adaptation de la série de comics *Child of Wonder* du Nigérian Roye Okupe, publiée par YouNeek Studios et Dark Horse Comics.](#) L'adaptation animée, intitulée *Iyanu*, sera diffusée à partir du 5 avril 2025 sur Cartoon Network, puis le 6 avril sur la plateforme de streaming Max. Showmax en assurera la diffusion en Afrique à partir du 13 juin 2025. Michael Ouweleen, président de Cartoon Network, et David Steward II, PDG de Lion Forge Entertainment, ont salué l'ambition et l'authenticité de ce projet, soulignant son importance dans la représentation de récits culturels riches à l'échelle mondiale.

Ghana

Après sa mission budgétaire à Accra, le FMI exprime son optimisme et prépare la quatrième revue du programme de la Facilité élargie de crédit

[À l'issue de sa mission à Accra du 10 au 14 février 2025, le Fonds monétaire international \(FMI\) exprime son optimisme quant à la trajectoire économique du Ghana et aux avancées réalisées dans le cadre des réformes engagées au titre du programme de Facilité élargie de crédit \(FEC\) de 3 Md USD sur trois ans \(2023-2026\).](#) La quatrième revue du programme est prévue pour avril 2025 et pourrait débloquer des décaissements supplémentaires au titre de la FEC pour soutenir les réformes en cours et relever les défis budgétaires du Ghana.

Menée par Stéphane Roudet, l'équipe du FMI a échangé avec le président John Mahama, le ministre des Finances Cassiel Ato Forson, et le gouverneur par intérim de la Banque du Ghana Johnson Pandit Asiamah, ainsi qu'avec des représentants de divers organismes publics et d'autres parties prenantes clés. Les discussions ont porté sur les développements macroéconomiques récents et jeté les bases d'une collaboration continue sur les préparatifs du budget 2025, qui devrait se concentrer sur l'assainissement budgétaire, la viabilité de la dette et la croissance économique.

Par ailleurs, s'exprimant dans une interview accordée à *Bloomberg* en marge de la Conférence de Munich sur la sécurité, [le président John Mahama a laissé entendre que son gouvernement ne prévoyait pas de prolonger le programme du FMI au-delà de sa conclusion prévue en mai 2026, l'objectif étant de « maintenir le cap avec le programme actuel ».](#)

La Banque mondiale met en garde contre un retour précipité du Ghana sur les marchés et appelle à des réformes budgétaires

[La Banque mondiale met en garde contre un retour prématuré du Ghana sur les marchés des capitaux et souligne la nécessité de discipline budgétaire et de réformes structurelles pour préserver la crédibilité des réformes politiques et les fondamentaux de la croissance à long terme.](#)

Le rapport de la Banque mondiale, intitulé « [Rapport sur l'examen des finances publiques du Ghana](#) », pointe la faiblesse des institutions budgétaires et de l'administration fiscale ghanéennes, la dépendance excessive à l'égard de la dette commerciale extérieure, et la baisse des recettes fiscales. Le pays fait face à un endettement élevé qui pèse sur ses finances publiques, avec des paiements d'intérêts et une masse salariale absorbant l'essentiel des recettes. Les dépenses publiques ont explosé depuis 2010, dépassant de loin la croissance économique, tandis que l'investissement reste insuffisant. Le système d'exonérations fiscales, fragmenté, fragilise encore les finances, représentant près de 3,9 % du PIB, notamment dans les secteurs du logement et du cacao.

Face à ces défis, la Banque mondiale appelle le gouvernement ghanéen à adopter des mesures budgétaires équitables et efficaces pour protéger les plus vulnérables et stabiliser l'économie, à renforcer la mobilisation des recettes intérieures et maîtriser les risques budgétaires liés aux passifs des entreprises d'État, en particulier dans les secteurs de l'énergie et du cacao.

Le gouvernement ghanéen annonce la tenue d'un dialogue économique national en mars 2025

[Le gouvernement ghanéen organise un dialogue économique national de deux jours afin de mobiliser les citoyens autour de solutions concrètes aux défis économiques actuels.](#) Prévu les 3 et 4 mars au Centre international de conférences d'Accra, l'événement se tiendra sous la direction du président John Mahama et aura pour thème « Réinitialiser le Ghana : construire l'économie que nous voulons ensemble ».

Conçu comme un espace de concertation et d'échange, ce forum réunira des acteurs clés du secteur privé, du monde universitaire, des institutions de politique publique et des organisations de la société civile. Les discussions s'articuleront autour de plusieurs sessions thématiques portant sur la stabilité macroéconomique durable, la transformation économique, le développement des infrastructures, la mise en œuvre de réformes structurelles, la croissance portée par

le secteur privé, ainsi que la gouvernance et la lutte contre la corruption.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr